

Résumés

Volume 16, numéro 1, 1981

Halifax 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/030876ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/030876ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0068-8878 (imprimé)

1712-9109 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1981). Résumés. *Historical Papers / Communications historiques*, 16(1), 215–220. <https://doi.org/10.7202/030876ar>

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1981

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Résumés

ARONSEN

De 1947 à 1953, le budget canadien pour la défense nationale est passé de 195 millions de dollars à 1,8 milliard. La défense nationale, comme le signalait Brooke Claxton, est devenue la plus grande industrie du Canada. L'auteur se propose donc de nous éclairer sur les aspects économiques de la politique de défense et, entre autres, sur celui de la mobilisation de l'industrie au service de la guerre. Les raisons d'être de cette mobilisation sont étudiées plus particulièrement de même que le processus de son développement et l'impact qu'elle a exercé sur l'économie canadienne.

Dans le regard qu'il porte sur ce problème, l'auteur se demande de plus dans quelle mesure la littérature américaine concernant le MIC (Military-Industrial-Complex) peut aider à l'analyse de la question du réarmement dans cette période de l'après-guerre canadienne. Il conclut en expliquant les raisons pour lesquelles le Canada n'a pas développé un "complexe de l'industrie militaire" comparable à celui qui a été édifié aux Etats-Unis pendant la même période.

BAEHRE

L'on sait peu de choses sur la manière dont on assistait les pauvres du Haut-Canada au tournant du XIX^e siècle. Cet article se penche donc sur les changements idéologiques et structureaux qu'a subis cette assistance jusqu'à la fondation du premier asile pour les pauvres à Toronto en 1837.

L'auteur se penche sur les divers moyens qu'ont employés plusieurs sociétés à buts charitables pour alléger le fardeau du pauvre, et de même, il attire l'attention sur le fait que, bien que ces organismes aient pu être efficaces avant 1828, après cette période, le nombre grandissant de gens dans le besoin, les coûts inhérents et les problèmes sociaux qui en découlèrent ont fait en sorte que l'intervention de l'Etat soit devenue non seulement désirable mais tout à fait nécessaire.

Enfin, l'auteur tente également de voir comment les changements qui s'observent au Haut-Canada sont reliés aux débats en cours, dans l'Angleterre de l'époque, au sujet de la loi concernant les pauvres. Il suggère aussi que ces événements ne sont peut-être pas étrangers à la nomination de Sir Francis Bond Head en tant

que lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, en 1836, puisqu'il avait été impliqué dans ces débats en qualité de "Assistant Poor Law Commissioner".

CAMPBELL

Les mineurs de charbon, cela est bien connu, ont été fort privilégiés par l'historiographie britannique par rapport à de nombreux autres groupes de la classe ouvrière. Toutefois, jusqu'à maintenant, on n'a véritablement pas tenté d'évaluer le rôle qu'ils ont joué dans le fonctionnement des houillères et l'on n'a pas, non plus, essayé de cerner tant la manière dont ce rôle a façonné leur mentalité particulière que l'influence qu'il a exercé sur les politiques qu'ont adoptées leurs associations syndicales.

L'auteur analyse donc ici le travail du mineur écossais en insistant sur le fait que l'élément-clé de cette analyse réside dans le fait que le mineur exerce un travail spécialisé. Cet aspect de la compétence et la double incidence d'un milieu physique particulier et d'un salaire payé à la pièce ont contribué à l'établissement, chez eux, d'un système de valeur gravitant autour de la notion d'indépendance. Or, cette indépendance a engendré, à son tour, une fierté d'appartenance et une conviction qu'il revient au mineur de garder la haute main sur le milieu de travail. En témoignent fort bien d'ailleurs, leur système fermé d'apprentissage et la façon dont ils réglèrent la production afin de mieux contrôler le marché et, par extension, les salaires.

Avec les années, toutefois, ces politiques s'avèrent insuffisantes et de multiples facteurs contribuèrent à l'effritement du système tels, par exemple, l'hostilité des employeurs, la multiplication des grosses entreprises, et la venue sur le marché d'une abondante main-d'œuvre non spécialisée et souvent immigrante qui vint nuire considérablement au pouvoir de négociation du groupe.

FLINT

La constitution Richards a posé la base de tout le processus de décolonisation du Nigéria, voire même, de toute l'Afrique britannique. Pour la première fois, le pays entier était soumis à une même constitution et des assemblées régionales étaient établies. Le pays s'acheminait vers un statut fédéral et tout indiquait clairement que la décolonisation était amorcée. Toutefois, la façon dont elle fut imposée fit en sorte que les politiciens nationalistes refusèrent de s'y rallier.

L'auteur examine ici les modes d'implantation différents que préconisèrent, à l'époque, le "Colonial Office" à Londres, d'une part, et le gouverneur Sir Arthur Richards, d'autre part. Il soutient, de fait, que la philosophie réactionnaire de Richards fut en opposition constante avec les idées mises de l'avant par le "Colonial Office". Il démontre, de plus, que la résistance offerte par Richards a effectivement détruit les chances qu'avait la Grande Bretagne d'organiser et de diriger le mouvement nationaliste, voire même, que ce faisant, il a suscité l'apparition des partis nationalistes au Nigéria.

GREER

L'emploi saisonnier rattaché au commerce de la fourrure a eu des effets considérables sur l'économie rurale dans certaines régions du Bas-Canada et l'auteur se propose ici d'étudier ceux de ces effets qui sont les plus manifestes dans le cas de la communauté rurale de Sorel.

Il appert d'abord que, dans cette paroisse, l'emploi saisonnier engendré par le commerce de la fourrure s'est avéré un élément essentiel de l'économie locale pendant les années 1790 à 1820. Il ne s'agit pas ici, comme certains l'ont soutenu, d'une situation simple où des énergies se trouvaient temporairement détournées de l'activité agricole, mais bien d'une situation beaucoup plus complexe où la dépendance vis-à-vis d'un revenu extérieur a conduit à la fragmentation des terres, à la surpopulation rurale et à une pauvreté plutôt généralisée.

Cette étude de Sorel démontre aussi que la coexistence, dans un endroit donné, d'une agriculture de subsistance et d'un salaire saisonnier est apparue, dans certaines régions de la vallée du Saint-Laurent, bien avant que l'industrie forestière ne vienne la favoriser ailleurs au Québec.

NELLIS

L'historiographie concernant la Nouvelle-Angleterre pré-révolutionnaire s'est beaucoup enrichie ces dernières années et, de même, la perception que l'on se faisait de la société d'alors a également considérablement changé. Ainsi, bien qu'auparavant l'on ait considéré la société de la Nouvelle-Angleterre comme étant relativement stable et peu changeante, de nos jours, il est beaucoup plus à la mode de prôner le contraire. Aussi, affirme-t-on volontiers que les changements qu'elle a connus ont été si rapides que les conditions socio-économiques et culturelles s'en sont trouvées tout à fait bouleversées.

L'auteur se propose ici de modifier sensiblement la sévérité de ce jugement. Selon lui, l'étude du travail—élément qui est véritablement central dans la vie de la société du Massachusetts pré-révolutionnaire—démontre que celui-ci n'a pas subi les changements que certains ont observés dans d'autres facteurs sociaux. Par conséquent, il suggère que le vécu de la société d'alors a probablement été marqué par beaucoup plus de cohésion et de continuité que ne veulent l'admettre ceux qui pratiquent la nouvelle histoire sociale.

RATCLIFFE

Pendant les décennies 1850 et 1860, beaucoup d'efforts ont été consacrés au maintien de la production du coton brut, destiné à l'exportation, dans différentes régions de l'Afrique occidentale. A partir du cas des marchands de Manchester, et à la lumière tant des documents du "Colonial Office" que des sources privées et publiques de Manchester, l'auteur étudie les causes et effets de ces efforts.

Il les replace d'abord dans le contexte des vues contemporaines sur l'impérialisme européen en Afrique occidentale et, en particulier, dans celui de l'importance qui s'avère capitale, à l'époque, de rechercher des marchés et des sources nouvelles de matières premières. Il s'applique ensuite à définir la nature des rapports qui s'établissent, d'une part, entre le gouvernement et les divers groupes de pression et, d'autre part, entre la métropole et la périphérie. Enfin, il conclut que si l'étude de ce cas particulier ne jette pas toute la lumière sur le rôle qu'ont pu jouer les matières premières dans les relations qu'a entretenues la métropole avec les zones périphériques, elle n'en démontre pas moins l'importance du problème et tout l'intérêt qu'il peut susciter.

SAVARD

Clio in Canada today has notable strengths and weaknesses. Historiography itself has been greatly enriched as younger historians using better methods have opened up many new frontiers in labour, urban, Northern, and women's history, among others. As well, historians have had an important part in the flowering in many disciplines over the past decade of ethnic, regional, and Canadian studies—all leading to a fuller understanding of our heritage and nation. The last twenty years have seen a great expansion, too, in the numbers of historians, not only in the colleges and universities, but also among archivists (normally first trained in history) and government researchers (especially at the Department of National Defence and Parks Canada). As it approaches its sixtieth anniversary with well over two thousand members, the Canadian Historical Association itself is very healthy, a leader among learned societies in Canada and a strong force uniting far-flung historians through its annual meeting, its publications, and its defence of historians' interests, as in our recent representations in Ottawa regarding Bill C-43.

But all is not well among Clio's Canadian disciples. Historians of countries other than Canada and especially francophone Quebecers are still very much underrepresented in the CHA, despite laudable attempts to make the association more appealing to them. Our profession is more deeply threatened by attempts by the media through television soap operas and historical novels to equate history with a romantic popularization of the past, at the possible expense of reflective contemplation based on careful research and analysis. And if nineteenth-century historians too often came to history after a full career in public life, which led to obvious biases in their writings, do we now not risk the opposite extreme? Too many historians today are cold analysts removed from the world on isolated campuses, writing only for each other in specialized journals quite divorced from contemporary society. The natural critical capacity of historians—their training to take no evidence or information at face value—is too often lost in the affairs of the world. Despite our differences of temperament, ideology, subject fields, ages, and languages, we as historians in Canada are united in the belief that the past has more to teach us than the present. The lessons so gleaned we must make a source of wisdom for our contemporaries.

TREMPÉ

In France, until 1914, the trade unionism of miners developed in an original way. It was a movement of industrial unionism characterized by a marked spirit of corporatism, which was soon organized on the national and international levels through federations of miners. The miners' movement had difficulties fitting in with other union organizations. The Confédération Nationale du Travail did not include miners until 1908.

This late involvement resulted in part from the miners' own methods. Right from the start, they mobilized to obtain protective laws. Union organization and the strike were used as means of pressure in order to force Parliament and the government to take the miners' demands into account. Although such methods were not accepted by the more radical French labour legislation owes much to the battles of the miners. It was they who signed the first collective agreements and who practised systematic bargaining to resolve disputes over wages. By the power of their organization and commitment, the miners led the way to the sweeping trade unionism of today.

WARD

Dans la société du XIX^e siècle, grossesses et naissances illégitimes étaient considérées comme de graves manquements au code de l'honneur qui prévalait à l'époque. La littérature en témoigne d'ailleurs fort éloquemment puisque, dans les nombreux romans qui exploitent ce thème, la mère célibataire est toujours marquée par la honte, l'ostracisme et, souvent même, par une mort prématurée.

Qu'en était-il, cependant, dans la réalité? C'est sur ce problème que se penche l'auteur de cet article, à partir de l'exemple du Canada anglais au XIX^e siècle. Ainsi, il s'arrête d'abord aux taux d'illégitimité qui sont établis pour la période; il examine les implications légales qui sont rattachées au fait de la naissance illégitime; puis, il étudie quelques-uns des secours auxquels les mères célibataires et leurs enfants avaient accès, qu'il s'agisse de l'aide apportée par la famille ou de celle offerte par diverses institutions de l'époque. Enfin, il conclut que la femme aux prises avec le problème d'une grossesse illégitime au Canada anglais, pendant le XIX^e siècle, n'a pas véritablement vécu les déboires qu'ont essuyés les personnages féminins de la littérature contemporaine, et ce, quelque soit la gravité de leur crime ou l'inconvenance de leur conduite.

WATERS

L'étude des loisirs populaires en Angleterre durant la période victorienne jouit présentement d'une grande faveur. Cependant, de nombreux problèmes se posent au chercheur qui s'y adonne. En effet, le sujet est non seulement complexe en lui-même mais il est aussi perçu différemment par les uns ou les autres. Par exemple, certains historiens abordent le problème comme s'il se rattachait aux tradi-

tions populaires plus anciennes, d'autres y voient plutôt l'émergence du phénomène de la "culture de masse" alors que d'autres l'approchent d'une façon tout à fait élitiste en concentrant leurs efforts sur l'étude de la réforme des loisirs tout en ignorant les réactions populaires aux mesures de réforme. En fait, la question est d'autant plus compliquée qu'on lui associe habituellement le concept de contrôle social.

L'auteur suggère ici des approches différentes qui auraient avantage à être utilisées. Ainsi, il fait valoir tout le profit que l'on pourrait tirer de l'examen des modes d'invention et de diffusion des activités de loisir, de l'étude du contenu spécifique de ces activités et de la préparation d'études de communautés particulières où l'on ferait une large place aux rapports qui s'établissent entre l'occupation, les aspirations et les choix individuels qui se font, compte tenu de la gamme des activités récréatives qui sont offertes dans un temps et un espace donnés.